



Bourgogne Environnement Nature  
France Nature Environnement Franche Comté  
Fédération Rhône Alpes de Protection de la Nature  
France Nature Environnement Languedoc Roussillon  
France Nature Environnement Provence-Alpes Côte d'Azur

## COMMENTAIRE SUR L'AVIS DES CHAMBRES D'AGRICULTURE SUR LE PROJET DE SDAGE 2016-2021

*Nota : les réponses aux observations de la chambre ne tiennent pas compte de nos propositions de modification du SDAGE. (nos réponses en bleu)*

### Observations de la délibération et réponses

#### **Observation de la profession** (et réponse FNE en times)

*Souhait d'une gestion durable de la ressource en eau fondée sur une logique de développement durable équilibrée entre économie, social et environnement".*

**Réponse** Il s'agit d'un argument qui paraît de bon sens" et raisonnable, et maintes fois ressassé besoin d'un équilibre entre les enjeux (sous entendu halte aux écolos dogmatiques), l'environnement oui, mais à sa place devant les priorités sociales et surtout économiques. Oui au "**DEVELOPPEMENT** durable" même s'il n'est pas soutenable. En réalité il y a refus de la contrainte environnementale, des limites des ressources naturelles. Or sans environnement favorable, sans écosystème capables de fonctionner durablement, etc. pas de ressources biologiques, pas d'agriculture, pas de développement etc. ... Cf. Terre Neuve : surpêche de morues puis plus de pêche du tout.

*Le temps de réponse des milieux, souvent long, ne permet pas de mettre en évidence les progrès amenés par l'évolution des pratiques agricoles sur la durée d'un SDAGE.*

*La profession agricole demande que le projet de SDAGE et son programme de mesures prennent aussi en compte la mise en adéquation des délais fixés pour l'atteinte des objectifs environnementaux avec les objectifs et les programmes d'actions définis localement sur les bassins versants et notamment sur les Aires d'Alimentation de Captages (AAC) du département.*

**Réponse** : depuis plus de **vingt ans** (premier programme de maîtrise des pollutions agricoles) on ne voit toujours pas de résultats tangibles dans les zones vulnérables (exemple en Bretagne). Et depuis **15 ans**, rien de significatif en matière de contamination par les pesticides. De plus la profession refuse les suivis sérieux de l'évolution des pratiques agricoles (bilans azotés, volumes d'eau prélevés, utilisation de pesticides) et ainsi que les contrôles, y compris maintenant en ce qui concerne des réglementations anciennes (par exemple ICPE). Maintenant avec le nouveau prétexte de la simplification des normes. Et même quand il s'agit simplement de vérifier la bonne utilisation des subventions publiques.

Pourtant cela permettrait de voir les progrès des pratiques revendiqués par la profession sans attendre de voir les résultats sur la ressource et les milieux aquatiques, sans attendre la durée d'un SDAGE.

Comment avoir confiance dans les engagements de la profession?

Enfin il serait intéressant de disposer d'un bilan de la situation des aires d'alimentation en eau potable, et surtout de son évolution : situation il y a 20 ans, situation maintenant, surinvestissements réalisés pour l'alimentation en eau potable, coût de la surveillance (des analyses notamment)

*Les chambres dénoncent que le projet de SDAGE manque d'ambition dans une stratégie de mobilisation de la ressource en eau permettant à l'agriculture de s'adapter aux contraintes de changement climatique. Ce projet assimile quasi systématiquement les usages agricoles et leurs pressions aux impacts sur les ressources en eau, et développe un parti pris de « décroissance économique » comme seule alternative à la protection des ressources en eaux*

**Réponse :** l'adaptation aux changements climatiques n'est pas la mobilisation de toujours plus de ressources, au profit d'une seule profession, au moment même où les risques de pénuries et de conflits d'usages augmentent. Comme les autres usagers la profession doit faire des économies, et au minimum ne pas augmenter la pression sur la ressource.

A ce sujet il convient de noter que l'irrigation, plus que d'autres usages, présente un inconvénient spécifique : une fraction importante de l'eau prélevée est évapo-transpirée. C'est-à-dire qu'elle quitte définitivement le stock d'eau douce liquide (nappe ou rivière) jusqu'à nouvelle précipitation. Et plus la technique d'irrigation est efficace (par exemple le goutte à goutte pour les vergers) plus le pourcentage d'eau évaporée est élevé (il tend vers 100% avec les meilleurs dispositifs). La vigilance s'impose sur ce sujet : il ne faut pas profiter des économies d'eau prélevées, grâce à un système d'irrigation efficace, pour augmenter les surfaces irriguées.

Aussi, pour avoir une bonne vision de la pression des usages sur la ressource il conviendrait, pour tous les usages, principalement pour les centrales nucléaires (les systèmes aéroréfrigérants des centrales prélèvent et consomment de l'eau pour refroidir leur installations mais l'eau restituée au fleuve est moins chaude que pour les centrales sans éroréfrigérants) et les différents systèmes d'irrigations (par type production, par système d'irrigation et par régions climatique) **de connaître non seulement les volumes prélevés et aussi les volumes évaporés, globalement et par masse d'eau.**

*La profession agricole demande que le projet de SDAGE et son programme de mesures*

- *prennent mieux en compte dans son contenu le «principe de clarté de la norme» et («objectif de valeur constitutionnelle d'accessibilité et d'intelligibilité de la norme» (clarté, accessibilité et intelligibilité des liens du SDAGE à la réglementation),*
- *ne créent pas de nouveaux zonages non prévus par le Code de l'environnement afin de ne pas outrepasser les cadres législatif et réglementaire*

**Réponse :** le SDAGE (ou plan de gestion du district hydrographique) et les programmes de mesure ont notamment<sup>1</sup> pour objet d'atteindre les objectifs définis par

---

<sup>1</sup> Ainsi que des objectifs fixés par d'autres réglementations (inondations, mer..)

la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 transposée en droit national par le code de l'environnement (livre II, titre 1). Il s'agit d'une démarche prenant en compte la réalité hydrographique : bassin versant, approche pragmatique territoriale par masse d'eau. La légalité de cette démarche, approuvée par la loi, ne se pose pas. On n'est pas dans une logique de normes techniques standard, identiques quel que soit le lieu d'implantation et l'état du milieu, puisque justement la problématique dépend des conditions locales (abondance plus ou moins grande de la ressource, écosystèmes aquatiques spécifiques...). Par nature la réalité est complexe. Mais les agriculteurs savent cela.

- *préconisent la réalisation d'analyses spécifiques pour mesurer les impacts économiques induits par les actions proposées ainsi que leurs conséquences à court ou moyen terme sur les activités du territoire*

**Réponse** : d'accord avec le principe de ces analyses économiques qui doivent évaluer les coûts et aussi des bénéfices des dispositions du SDAGE, cela pour l'ensemble des acteurs. Et en prenant en compte les services environnementaux rendus par des écosystèmes en bon état (tels que les zones humides) et l'évitement de mesures coûteuses de réparation, notamment de traitement poussé d'eau distribuée financés par les consommateurs d'eau, ou du coût pour la santé (par exemple des agriculteurs manipulant des pesticides). Il est d'ailleurs symptomatique que les revendications de la profession s'arrêtent au moyen terme parce que pour le long terme la cause est entendue : si nous ne changeons pas très rapidement de pratiques culturelles il n'y aura bientôt plus de sols ni d'eau non polluée

*La profession agricole demande que le projet de SDAGE et son programme de mesures prévoient de donner à l'activité agricole, qui a un rôle essentiel dans la protection des populations contre les inondations, de véritables moyens pour la réduction de sa vulnérabilité et son maintien dans les secteurs concernés.*

**Réponse** : Les agriculteurs vivent depuis toujours avec les champs d'expansion de crues (comme Mr Jourdain fait de la prose), sans le savoir, c'est-à-dire sans en connaître le nom. Et ils utilisent ces zones en tenant compte de cette situation, c'est-à-dire en tenant compte de cette vulnérabilité, notamment en y laissant des prairies permanentes. Et dans les plaines alluviales les limons apportés par les inondations sont bénéfiques pour les sols.

Le SDAGE, et la politique de prévention des inondations, demandent simplement que l'utilisation de ces zones demeure la même, c'est-à-dire qu'elles continuent d'accueillir les inondations afin de ne pas les augmenter ailleurs, notamment dans les zones habitées.

Vouloir réduire la vulnérabilité (et demander de l'aide pour cela) signifie que l'on veut introduire, ou que l'on a introduit, dans les champs d'expansion des crues des activités (cultures ?) vulnérables? Cela correspond à un changement de pratiques en contradiction avec le rôle essentiel souligné par la chambre. La préservation des zones de crues voire le rétablissement de zones d'expansion de crue notamment pour des temps de retours important (pluri décennal voire centennal et au delà) ont pour corollaire la mise hors d'atteinte de l'urbanisation sans pour autant empêcher les pratiques agricoles eut égard au temps de retour envisagés. L'identification le maintien et le rétablissement des zones d'expansion de crues aboutissent donc objectivement à une protection des zones agricoles dans leurs pratiques actuelles. On

pourrait en dire autant de la politique de préservation des zones humides qui, bien loin de les interdire, favorise le maintien des pratiques agricoles

## **Avis détaillé sur le projet de SDAGE RM et réponses**

### **REMARQUES GENERALES**

Concernant les cartes présentées :

*De multiples zonages sont présentés dans le SDAGE, qui, au-delà de l'identification de masses d'eau nécessitant une vigilance sur les thématiques développées, aboutissent à proposer sur celles-ci des exigences opposables à toutes les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau et qui dès lors produisent des effets pour les porteurs de projets d'Installations, d'Ouvrages, de Travaux et d'activité (IOTA).*

*D'une part, ces cartes ne présentent pas explicitement leur méthode d'établissement, laissant la place à des interprétations et utilisations inappropriées, D'autre part, même si le SDAGE peut fixer des objectifs plus contraignant pour des zonages strictement énumérés au code de l'environnement, il ne peut cependant créer de nouveaux zonages sans fondement dans le code de l'environnement.*

*Enfin, certaines cartographies et zonages prescriptifs associés sont stigmatisant et entraînent une confusion entre usages et impacts (ex : les cartes de lutte contre la pollution par les pesticides 5D-A et 5D-B qui couvrent une très large part de la surface en cultures du bassin).*

*Nous demandons que le SDAGE ne puisse pas créer de zonages non prévus par le code de l'environnement, ou que ceux-ci soient spécifiés comme uniquement indicatifs sur chacune des cartes concernées. Cette mention doit être rappelée dans l'encadré de la page 23-*

*Nous demandons également :*

- *que les zonages évaluant les causes d'atteintes aux ressources en eau soient basés sur une analyse des impacts et non des usages ;*
- *que chaque zonage présenté explicite les méthodes ayant permis de l'établir ainsi que son niveau de précision ;*
- *que chaque carte précise sa méthode ou référence d'élaboration.*

### **Réponse**

Les chambres **contestent la logique interne de la DCE** évoquée ci-dessus (approche par sous-bassin et par masse d'eau). Cette logique existe depuis le premier SDAGE il y a près de 20 ans, a été confortée par la DCE en 2000 et totalement intégrée dans le code de l'environnement (niveaux législatif et réglementaire).

Il s'agit **d'une contestation de fond grave**, qui si elle était acceptée **remettrait en cause tout le dispositif "SDAGE programme de mesure"**, accepté jusqu'à maintenant par l'ensemble des usagers de l'eau. C'est-à-dire **l'essentiel de la politique de l'eau**.

Compte tenu des précédents

- entrée des élevages dans le dispositif agences de l'eau (en 1993!), beaucoup d'aides financières mais refus du principe pollueur payeur : la redevance élevage est une taxe à l'UGB sans suivi de la fertilisation et de montant faible ; –
- refus du dispositif d'autorisation ICPE (sauf pour les très très gros élevages) et création sur mesure du système d'enregistrement,
- maintenant refus des contrôles des aides PAC pour des raisons affichées de "simplification des normes"),

On ne peut être **qu'extrêmement vigilant vis à vis d'une tentative de destruction de l'édifice** patiemment construit, et qui tarde à donner des effets positifs en ce qui concerne l'agriculture

Les cartes citées les gênent beaucoup car elles ne cachent pas le problème de pesticides. Il y a refus de voir le problème et en retour une attaque contre la stigmatisation de l'agriculture.

Où sont les données sur l'évolution des quantités de pesticides utilisées depuis qu'on a lancé les premières ? Que font les agences de l'eau des données annuelles sur le pesticides soumises à redevances ? On aimerait bien avoir des chiffres.

Ceci dit il importe que le réseau de suivi de la contamination des eaux brutes (géré par les agences) fournisse des informations facilement accessibles avec des synthèses géographiques régulières (au moins tous les 3 ans, 2 fois par SDAGE). L'état des lieux annexé au projet de SDAGE devrait être renforcé en ce qui concerne les pesticides.

### **OF 0 : Adaptation au changement climatique**

*Disposition 0-01 : Dans la rédaction et dans la forme actuelle ...*

*Nous demandons que soit ajoutée sous chacune des cartes de vulnérabilité, une mention qui spécifie leurs limites et rappelle qu'elles n'ont aucune portée réglementaire.*

*Si le développement de l'approche prospective collective qui privilégie la prévention est nécessaire, l'adaptation ne doit pas reposer uniquement sur une stratégie de réduction des usages a priori.*

*Comme l'ont montré des simulations économiques réalisées dans le cadre du programme de R&D CUMFUREL, des systèmes laitiers de coteaux séchant ayant accès à une irrigation complémentaire de 15 à 20% de la SFP avec accroissement de la production laitière ou une diversification, sont les plus robustes vis à vis des scénarii d'évolution climatique prévisibles /autonomie, impact et résultats économiques.*

*Sans rejeter la nécessité de poursuivre les économies d'eau, qui sont d'ailleurs très largement engagées par l'agriculture (100 Mm3 économisés sur 5 ans dans le SDAGE actuel), et le développement de techniques innovantes réduisant les volumes utilisés par les différents usages, le SDAGE doit proposer en parallèle une stratégie volontariste de mobilisation et transfert de ressources en eau dans tous les secteurs (en ZRE comme hors ZRE),*

**Réponse :** En ce qui concerne les économies il convient de souligner que l'on ne dispose que d'informations sur les volumes prélevés, mais aucune sur les volumes évaporés. Or si les améliorations des techniques d'irrigation permettent de réduire les pompages (volumes prélevés), elles accroissent la fraction d'eau évaporée



(éapotranspiration), donc diminue la différence (la fraction qui retourne par infiltration dans le milieu naturel).

Ainsi lorsque les agriculteurs, augmentent les surfaces irriguées grâce aux économies réalisées, donc à volume prélevé constant, ils augmentent le volume évaporé et diminuent le volume restitué. Ainsi la pression sur la ressource augmente réellement alors qu'en première approche elle semble constante. Les chiffres suivants (donnés à titre d'illustration, le montrent

Situation	surface irriguée	volume prélevé m3/an	volume évaporé m3/an	volume restitué m3/an
Situation 1	10 ha	35.000	15.000	20.000
Situation 2 (après modernisation)	20 ha	35.000	30.000	5.000

Avec les techniques d'irrigation les plus performantes (par exemple le goutte à goutte pour l'arboriculture), la quasi-totalité des volumes prélevés disparaît par évaporation et production végétale.

De ce point de vue l'agriculture est spécifique : même dans le cas des aérorefrigérants des centrales nucléaires, grands évaporateurs (de l'ordre de 1 m<sup>3</sup>/s par tranche), la fraction (volume évaporé/volume prélevé) reste faible (le volume prélevé tourne autour de 40 m<sup>3</sup>/s).

Quand aux usages domestiques (hors arrosage de jardin, ce qui reste marginal vu le prix de l'eau) la fraction d'eau évaporée (transpiration, cuisine, douche...) reste faible.

Pour avoir une bonne vision de la pression des usages sur la ressource en eau, il est indispensable de mettre en place un double suivi :

- un suivi des volumes **prélevés**, ce qui est loin d'être bien fait, et qui permet de douter des chiffres avancés ci-dessus ;
- et aussi **un suivi des volumes évaporés**, par exemple avec une estimation de la fraction évaporés par usage, et en ce qui concerne l'agriculture (par type de culture, par type d'irrigation, par zone climatique).

Dans le passé les agences disposaient de tels chiffres, car les volumes évaporés (ou "consommés" étaient aussi spécifiquement soumis à redevance). La loi sur l'eau de 2006 (LEMA), a supprimé cette assiette, et ainsi la source de données.

### **OF 1 « Prévention et interventions à la source »**

*Disposition 1-04 : Tout en soutenant le principe de prévention dans la conception des projets et outils de planification locale (SAGE), nous tenons à souligner la nécessité d'éviter qu'il se traduise par l'application systématique d'un principe de précaution notamment en ce qui concerne la préservation systématique du fonctionnement des milieux,*

**Réponse :** le principe de précaution concerne les risques **graves et irréversibles** pour l'environnement. Le SDAGE parle de prévention, ce qui n'est pas la même chose. Et chacun sait qu'il vaut mieux prévenir que guérir.

La chambre, qui procède par amalgame, reprend la litanie des "anti principe de précaution" (dont les "climatosceptiques"), principe qui, selon eux, empêche les

entrepreneurs d'entreprendre. Les exemples choisis sont très généralement totalement infondés car ce principe est invoqué à tort, même parfois quand il n'y a pas du tout de risque pour l'environnement (on est dans l'intox, afin de décrédibiliser les fondements du droit de l'environnement).

### **OF 2 « Non dégradation des milieux aquatiques »**

*L'objectif prioritaire de « non dégradation » des milieux spécifiques (petits cours d'eau, têtes de bassin versant...) ne doit pas non plus aboutir à un blocage de toute initiative de mobilisation complémentaire « raisonnée et raisonnable » de la ressource en eau portée par les demandes des acteurs socio-économiques [Cf. OF 6 et 7]*

*De nombreux projets de substitution de prélèvement en rivière par des petits lacs collinaires permettant de s'adapter aux changements climatiques actuels et à venir (ex. ZRE de IQ Vallée du Doux -07, Monts du Lyonnais -69) sont en ce moment fortement bloqués par cette contrainte.*

*A noter également, au-delà du principe de non dégradation de l'existant, que des opérations de reconquête des zones d'expansion des cours d'eau, aboutissent in fine à des retraits de la production de surfaces agricoles ainsi « renaturées ».*

*Si le principe de non dégradation des milieux aquatiques ne peut aboutir, en dernier recours, qu'à une procédure de compensation, il est indispensable que le SDAGE souligne la nécessité de préservation du potentiel des terres agricoles de proximité et plus largement des systèmes de production agricole, au-delà d'une recherche de gain global positif.*

**Réponse :** le SDAGE, qui a pour objet la recherche du gain global (la préservation du patrimoine aquatique commun), ne peut souligner la nécessité de préserver des intérêts particuliers. Il appartient aux porteurs de projets d'éviter la dégradation, et en dernier recours de trouver, par la négociation avec les propriétaires, des terrains permettant de compenser les zones dégradées. Par nature il ne peut s'agir que de zones encore humides ou susceptibles de voir certaines de leurs fonctions propres aux zones humides restaurées. L'observation de la chambre laisse entendre que ces zones ont un potentiel agricole inexploité, ce qui laisse planer un doute sur la volonté de les maintenir humides. Or c'est justement l'objectif de la procédure de compensation. Par ailleurs, dans la compensation des zones humides le SDAGE prend en compte spécifiquement le maintien des activités agricoles présentes sur les zones humides dénaturées. D'une façon générale la politique de préservation des zones d'expansion des crues et des zones humides est manifestement favorable au maintien des activités agricoles face au développement urbain et au changement de vocation des sols !

Concernant spécifiquement le projet de retenue des Monts du Lyonnais, celle de Bessenay, le blocage vient d'une illégalité de l'ouvrage, comme le souligne l'arrêt de CCA de Lyon. En effet, la retenue, créée dans le lit mineur du cours d'eau, n'est pas compatible avec la disposition 6A-11 du SDAGE 2010-2015.

### **OF 3 : Prise en compte des enjeux socio-économiques**

*La connaissance et l'évaluation des impacts économiques et sociaux des programmes sont trop globalisantes. Le SDAGE préconise la réalisation d'études de type «*

coût/bénéfice » préalables, pour laquelle les références environnementales et sociétales sont loin d'être stabilisées et très souvent contestées.

Tout en reconnaissant l'intérêt d'analyses coût/bénéfice comme outil d'animation inter-partenaires à la réalisation de projet, nous émettons des doutes quant à leur utilisation systématique dans le cadre d'études d'incidence compte tenu des incertitudes sur les références (notamment sur les services éco-systémiques).

Dans la disposition 3-04, nous demandons que le SDAGE préconise de réaliser des analyses spécifiques explicitant les impacts économiques induits par les actions proposées par les programmes de mesure, ainsi que leurs conséquences à court ou moyen terme sur les activités du territoire.

**Réponse :** le SDAGE ne peut que préconiser la réalisation de telles études, et en y incluant les bénéfices tirés de milieu aquatiques en bon état (services environnementaux), qui sont les objectifs recherchés.

Cela a un coût à court terme, cela peut être bénéfique dès le moyen terme et surtout indispensable pour le long terme.

L'analyse économique doit être complète, sinon les résultats sont biaisés.

#### **OF 5B : Lutte contre l'eutrophisation**

Disposition SB 02 : La carte 5B-A des milieux «susceptibles de présenter» des phénomènes d'eutrophisation ne présente pas de garantie de méthode de réalisation notamment quant à l'origine des pollutions. Telle que présentée, elle risque fort d'être prise comme une carte à portée réglementaire impliquant la mise en œuvre de programmes de mesures pouvant être inadaptés.

Nous demandons que la légende de la carte 5B-A spécifie que celle-ci n'est qu'indicative et précise les bases d'expertises et de références utilisées.

**Réponse :** Le SDAGE a pour fonction de définir les objectifs pour les masses d'eau et de déterminer les dispositions nécessaires pour les atteindre. C'est le rôle de la carte ci-dessus. Il convient de s'assurer auprès de l'agence que cette carte renvoie bien à la liste exhaustive des masses d'eau concernées pour lever toute ambiguïté sur l'identification des cours d'eau ou tronçon de cours d'eau concernés.

Accepter la demande de la chambre annulerait toutes les dispositions qui font référence à cette carte, et réduirait à zéro la politique de lutte contre l'eutrophisation.

Disposition 5B 03 : Concernant la réduction des apports en phosphore, facteur de contrôle de l'eutrophisation des eaux douces, dont la question est loin d'être aussi prégnante dans notre bassin que dans d'autres où cette pollution est plus avérée, le SDAGE recommande de « viser » une valeur guide de 0,07 mg/l de phosphate dans les cours d'eau désignés par la carte 5B-A. Le fait de « viser » une valeur guide transforme implicitement celle-ci en objectif «opposable» pouvant servir de contrôle de l'efficacité des plans d'action visant la réduction des rejets, du ruissellement et de l'érosion.

En outre, au delà de cette conséquence «de création de droit», il est à noter que le SDAGE préconise un seuil qui est bien en deçà des valeurs guides nationales et de la fourchette basse proposés par la réglementation (0,1 mg/l à 0,5 mg/l).

En fixant une valeur et non pas une fourchette, la valeur juridique du SDAGE n'est plus exprimée dans une relation de compatibilité mais de conformité, il va dès lors au delà de sa portée prévue par le législateur.



*Nous demandons que le SDAGE (i) stipule que la carte 5B-A est indicative et basée sur de l'expertise locale et (ii) retire la notion de valeur «visée» de 0,07 mg/l de phosphate pour s'en tenir à la fourchette de valeur guide indicative nationale (0,1 à 0,5 mg/l de phosphate).*

**Réponse :** la question des concentrations n'est qu'une recommandation. Pour la carte idem ci-dessus. La pertinence de la valeur guide de 0,07g/l a été plusieurs fois expliquée au Comité de bassin, la dernière fois étant le Comité de Bassin du 9 décembre 2014 à Marseille. Nous encourageons la Chambre à relire les documents produits à cette occasion en faisant les efforts nécessaires pour les comprendre. Nous rappelons par ailleurs que ce déni de réalité fait que la France encourt un contentieux européen qui sera préjudiciable à tous les Français pas seulement ceux qui sont à l'origine de ces pollutions : comme application du principe pollueurs payeurs on est en mesure d'attendre beaucoup mieux.

#### **OF 5C : lutter contre les pollutions par les substances dangereuses**

*Nous demandons que la liste présentée en annexe de la disposition 5C-01 (p, 99), très hétérogène, difficilement compréhensible et non cohérente avec l'annexe de la directive 2013/39/UE, soit supprimée ou revue afin de respecter la hiérarchie des normes. Nous demandons en outre que la SDAGE prenne en compte qu'aucune action opérationnelle n'est possible sur les molécules interdites spécifiées et que, pour les usages des autres molécules éventuellement concernées, le SDAGE se réfère à la politique "Ecophyto 2" qui se met en place au niveau national.*

**Réponse** Cet objectif, et le tableau cité, concerne l'ensemble des substances dangereuses, utilisée ou historiques, de toutes origines, industrielles et agricoles notamment.

Ce type de liste est par nature complexe, il n'a pas à être supprimé au motif que sa compréhension est ardue.

Par ailleurs pourquoi la Chambre attribue-t-elle toutes les vertus au plan Ecophyto 2 après l'échec du plan Ecophyto premier du nom, alors qu'elle les refuse au SDAGE qui dispose d'une base légale au moins égale ?

#### **OF 5 D : lutte contre la pollution par les pesticides :**

*Disposition 5D 02 : la notion de «faire adopter» des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement a une connotation extrêmement réglementaire, alors que l'esprit du texte et du programme Ecophyto proposé par l'Etat sont plutôt contractuel ou incitatif.*

*Nous proposons que l'intitulé de cette disposition soit : « favoriser l'adoption de pratiques agricoles limitant les pollutions phytosanitaires, en mobilisant tes acteurs et outils financiers »*

**Réponse :** faire adopter ne signifie pas imposer l'adoption. On peut convaincre. Il s'agit d'un objectif et non d'une prescription. Soit pour le terme "favoriser l'adoption" au lieu de "faire adopter" mais sans rien changer d'autre au titre car il s'agit bien de respecter l'environnement. Et surtout ne pas accepter le terme "phytosanitaire", ce qui est peut-être l'objectif caché de la modification, en attendu le suivant : phytopharmaceutiques, termes choisis pour l'industrie (l'UIPP).

Ces sont des poisons faits pour tuer, et non des médicaments conçus pour soigner les plantes : comme les herbicides soignent bien les herbes !

*Disposition 5D 03: l'instauration d'une **réglementation locale** de réduction de l'usage des produits phytosanitaires sur les secteurs à enjeux (captages prioritaires, zones de sauvegarde des ressources stratégiques) risque, à court terme et par manque de solutions alternatives techniquement opérationnelles ou économiquement viables, de générer des impasses techniques et des gros problèmes sur certaines filières locales.*

*En outre, le SDAGE préconise d'appliquer ces mesures sur les zones de sauvegarde (actuelles ou à venir) proposées par les cartes 5D-A et 5D-9 qui couvrent la quasi totalité des zones cultivées du bassin.*

*Conformément à la réglementation sur les captages prioritaires, nous proposons que le SDAGE ne préconise cette « mesure extrême » que sur les captages établis comme prioritaires au sens du code de l'environnement. Nous demandons en outre que dans ce cas, le SDAGE préconise que cette décision prenne en compte les éventuelles impasses techniques ou économiques qui pourraient être générées ainsi que le temps nécessaire aux modifications opérationnelles des pratiques.*

**Réponse :** la réglementation est l'ultime moyen d'action en cas d'échecs des politiques passées (engagées depuis plus de 15 ans) et quand les enjeux le justifie. Le SDAGE invite les services de l'Etat à l'utiliser dans les conditions indiquées. La chambre est-elle en train d'avouer que les politiques passées ont échoué dans la quasi-totalité du bassin et que les enjeux y sont partout importants? C'est-à-dire que la situation est vraiment grave?

Si c'est le cas il est urgent d'agir. Si impasse il y a, elle se situe surtout dans la présence de produits pesticides et herbicides en concentration sans cesse croissante dans l'eau avec les risques pour la santé de tous. Plutôt qu'économique et technique, l'impasse à dénoncer est surtout de nature sanitaire !

#### **OF 5 E : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine**

*Cette OF fait apparaître l'application de mesures de l'OF 5, visant à la protection de la qualité de l'eau au regard des risques vis à vis de la santé humaine, non seulement sur les captages prioritaires mais également sur les « zones de sauvegarde », Celles-ci, non encore totalement établies, sont ou seront situées sur 120 masses d'eau souterraines stratégiques pour l'alimentation en eau actuelle ou future (60 d'entre elles sont dès à présent délimitées).*

*Le SDAGE stipule que ces « zones de sauvegarde » (déclarées d'utilité publique) sont (seront) situées pour l'essentiel sur les masses d'eau correspondant aux principales zones agricoles du bassin (cartes 5E-A et 5E-B). Ces nouvelles zones viennent s'ajouter à l'arsenal de zonages existant déjà important {Captages Grenelle et SDAGE, périmètres de protection, Zones d'Actions Prioritaires...}.*

*Afin de « favoriser la mise en place de filières agricoles viables économiquement et durables du point de vue environnemental [...] et permettre de garantir le revenu agricole et de pérenniser les changements de pratiques» comme stipulé dans le préambule de la disposition 5-D, nous demandons que le SDAGE préconise que, non seulement le programme de mesure mais également **l'établissement de ces zones des sauvegarde soient mis en place en étroite concertation avec les acteurs du secteur agricole, (p 126)***

**Réponse :** la sécurité sanitaire de l'alimentation en eau potable des populations ne relève pas de la responsabilité de la profession agricole, ni donc la définition de la définition des zones de sauvegarde. Il n'y a pas de raison que la profession soit associée à cette définition. Les principaux intéressés, c'est-à-dire les consommateurs d'eau, ne le sont pas non plus.

Si l'Etat souhaite ouvrir la participation à la définition de ces zones, alors il conviendrait que toutes les parties intéressées, soient associés, notamment les associations de consommateurs et de protection de la nature.

### **OF N°6 A-Agir sur la morphologie et le décloisonnement...** **- Prendre en compte l'espace de bon fonctionnement**

*Disposition 6A-Q1 : celle-ci définit de façon trop précise à l'échelle du SDAGE des **espaces de bon fonctionnement (EBF)** pour les différents milieux aquatiques et humides. Cette définition des périmètres des EBF doit être élaborée au plan local en concertation avec les acteurs.*

*Nous demandons :*

- que soit remonté le 3<sup>ème</sup> paragraphe de la page 157 « les espaces de bon fonctionnement sont des périmètres définis sur la base de critères techniques propres à chacun des milieux dans un cadre concerté (document d'urbanisme, SAGE..) et négociés avec les acteurs du territoire, notamment les usagers de ces espaces, à une échelle adaptée... » en 2<sup>ème</sup> paragraphe p 156 avant les propositions de définition des EBF.
- Aux points 1/ à 5/ (pages 156 et 157) définissant pour chacun des différents milieux, l'espace de bon fonctionnement, la modification de rédaction suivante en remplaçant « Pour [...], l'EBF comprend » par « Pour [...], l'EBF **peut comprendre** : »

*La définition des Zones Humides (ZH) va également au-delà de la réglementation, puisqu'englobant à la fois les zones humides définies par la réglementation, mais aussi leurs bassins d'alimentation fonctionnels.*

**Réponse :** nous avons déjà réagi sur ce sujet. Les espaces de bon fonctionnement (ou espaces d'interaction entre milieux) sont définis sur des critères techniques, on applique ces critères, on ne négocie pas la délimitation des espaces.

*Au point 3/, en écho avec la définition nationale, nous proposons de parler de milieux humides quand ces EBF vont au-delà des critères réglementaires définissant la zone humide.*

*Il en est de même pour les plans d'eau et lagunes, les ZH, les eaux souterraines, les zones littorales, aboutissant systématiquement à des propositions de zonages en extension par rapport à ceux proposés par la réglementation.*

*Nous demandons, pour les milieux aquatiques comme pour les autres types de zonage, que le SDAGE ne crée pas de nouveaux zonages et s'en tienne à ceux prévus par le code de l'environnement.*

**Réponse :** le bon fonctionnement des masses d'eau dépend des interactions entre les milieux. Il est impossible de faire abstraction de ces interactions.

D'après le IX du L212-1 du code de l'environnement.-"Le schéma directeur détermine les aménagements et les dispositions nécessaires, comprenant la mise en

place de la trame bleue [...], pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et milieux aquatiques, pour atteindre et respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux mentionnées aux IV à VII. En particulier...".

Le SDAGE peut donc définir des EBF. Il importe que leur définition (donc les critères de définition) soit claire.

*Disposition 6A-02 : cette disposition pour la préservation et la restauration des EBF encourage les maîtrises foncières (usages ou sols). Pour les acquisitions foncières, le SDAGE demande de privilégier la voie amiable, et réserve les enquêtes d'utilité publique à des cas exceptionnels. Par la voie amiable, le traitement est inéquitable entre exploitants, et les indemnisations pour les pertes d'exploitation ainsi que les servitudes sont rarement prises en compte. Cette procédure ne tient pas compte non plus du préjudice collectif de perte globale de superficie agricole.*

*Nonobstant notre grande méfiance quant à la stratégie de maîtrise foncière par les collectivités, nous demandons que le SDAGE préconise que les procédures administratives portant la restauration des EBF prennent explicitement en compte, en préalable, une approche agro-économique globale des enjeux agricoles impactés et in fine, des préjudices et servitudes générés sur les terres agricoles concernées.*

**Réponse et commentaire** : cette méfiance vis-à-vis de la procédure amiable est étonnante, les conseillers techniques des chambres pouvant conseiller les exploitants. Elle est peut être le signe d'une perte d'influence des chambres, et le souci pour elles de reprendre la main dans le cadre de procédure administrative. De plus l'acquisition foncière ne signifie aucunement le retrait des parcelles acquises de la surface dévolue à l'activité agricole qui peut être poursuivie. Au contraire, dans de nombreux cas cette maîtrise foncière garantira la pérennité de ces activités sur des parcelles dont la vocation sera ainsi préservée.

## **Continuité des milieux aquatiques (p 8)**

*Disposition 6A-03 : cette disposition pour la préservation des réservoirs biologiques et sa liste des masses d'eau [carte 6 A-A] :*

- empêche quasiment tout projet d'aménagement en dehors des projets d'intérêt général majeur,
- induit une sanctuarisation des têtes de bassin versants, interdisant quasi systématiquement la création de retenues collinaires permettant de limiter l'impact des prélèvements en rivière et une adaptation au changement climatique pour certaines productions fourragères.

*La carte des réservoirs biologiques (6A-A), en couvrant la quasi-totalité des têtes de bassin peut aboutir à la « fossilisation » de toute activité agricole dans ces zones.*

*Nous demandons que le SDAGE revoie la définition des réservoirs biologiques sans les assimiler systématiquement aux têtes de bassin versant des zones de piémont,*

*Au deuxième paragraphe page 158, nous demandons l'ajout dans la rédaction « Afin d'en assurer la non dégradation à long terme, les services de l'Etat veillent, en concertation avec tes acteurs locaux, à leur bonne prise en compte dans chaque projet d'aménagement susceptible de les impacter directement ou indirectement. » et le retrait de la dernière phrase « Tout ouvrage ou aménagement impactant [...] code de l'environnement »*

**Réponse :** Tout d'abord cette affirmation de la Chambre d'agriculture est une affirmation gratuite. On veut bien concéder que des contraintes nouvelles sont bien instaurées puisque c'est l'objectif même de la mesure, l'affirmation de son équivalence à une interdiction totale partout est exagérée...comme est exagérée l'affirmation de la couverture exhaustive des têtes de bassin par des réservoirs biologiques, lacune que nous serions bien en droit de regretter. Au delà de cet excès de langage on est bien là sur un problème de fond. Si on continue d'implanter des retenues collinaires en travers des cours d'eau, il ne sera pas possible d'atteindre le bon état biologique. Refuser cette disposition est rejeter l'un des objectifs majeurs de la politique de restauration des cours d'eau.

Par ailleurs, comme déjà indiqué, l'adaptation au changement climatique n'est pas irriguer toujours plus mais justement produire avec moins d'eau, donc envisager d'autres types de production moins gourmandes en eau (et aussi en intrants et en énergie fossile).

Cela est possible sans fossiliser l'activité agricole bien au contraire.

*Disposition 6A-14. cette disposition qui encadre la création de petits plans d'eau, limite grandement la possibilité d'implantation de retenues collinaires, même de petites dimensions, en demandant aux services de l'Etat de mener une politique d'opposition à déclaration prenant en compte les impacts cumulés (très difficile à établir et quantifier) des ouvrages à l'échelle du BV.*

*Souhaitant que le SDAGE n'ait pas une vision uniquement restrictive vis à vis de la création des petits plans d'eau, nous demandons qu'il préconise, en cas de besoin, leur mise en place « raisonnable et raisonnée », en promouvant leur usage pluri fonctionnel au plan territorial. Le SDAGE s'imposant dans une logique de compatibilité et non de conformité nous demandons également le retrait de la mention à une politique d'opposition à déclaration demandée aux services de l'Etat (1er paragraphe page 188).*

**Réponse :** il s'agit là encore d'un apport important de l'approche par bassin versant et par masse d'eau. On agit globalement en prenant en compte la totalité de la problématique, et donc les cumuls, qu'il s'agisse de rejets polluants ou de volumes prélevés. Ce qui va au-delà de l'approche réglementaire classique (normes standard et logique de moyens de type ICPE par exemple). Mais c'est le seul moyen de prendre en compte les limites du milieu naturel (il n'est pas infini, on ne peut pas lui demander toujours plus) et d'aboutir aux résultats recherchés (bon état). Au surplus, des approches pour quantifier ces effets cumulés sont proposées dans les projets de SDAGE d'autres bassins, ce qui montre que la difficulté dénoncée par la Chambre d'agriculture est loin d'être avérée.

## **OF N° 6 B ; Préserver, restaurer et gérer les zones humides (p 8)**

*Outre La mise en place de plans de gestion stratégiques selon le principe « Eviter Réduire Compenser » (dispositions 6B-Q1 & 02), le SDAGE propose de mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux dans le cadre des SAGE et des documents d'urbanisme. Il fait ici un focus particulier sur les procédures d'acquisition foncière, en ne citant que pour mémoire les procédures de gestion contractuelles.*

*Nous demandons qu'en préalable aux logiques ultimes d'acquisition foncière, le SDAGE mette l'accent sur les procédures de gestion contractuelle favorisant les activités agricoles*



compatibles avec le maintien de la fonctionnalité des zones humides, dans une logique d'équilibre entre les enjeux économiques et environnementaux.

Dans la disposition 6B-04, le SDAGE préconise qu'après étude des impacts environnementaux, soit mise en place un système de compensation à 2 niveaux : d'une part une surface équivalente (100 %) dans le sous bassin versant concerné et d'autre part 100 % supplémentaire dans un sous bassin versant voisin. Il précise également que toute destruction d'activité agricole dans ce cadre doit être compensée, au moins dans la première zone de compensation.

Afin d'éviter toute inflation dans la perte de foncier agricole, nous proposons que le SDAGE ne préconise qu'une compensation simple de 100 % des zones humides spoliées par l'aménagement

**Réponse** : le SDAGE indique explicitement que "Ces stratégies impliquent la maîtrise des usages, qui est privilégiée, ou l'acquisition foncière." Il n'y a donc pas lieu de mettre l'accent sur les procédures contractuelles hors acquisition.

Il convient de noter que seule l'acquisition foncière permet une protection pérenne, le simple contrat étant nécessairement de durée limitée.

Enfin la protection des zones humides, ou plus largement celle de l'environnement des hommes et de leurs activités - ne s'inscrit dans une logique d'équilibre entre environnement, social et environnement (une pincée d'environnement suffira). La contrainte environnementale s'impose à nous, sans environnement en bon état, pas de vie, pas d'activités agricoles durables, pas d'économie...

## **OF7 : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant la partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir**

### **A - concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou en équilibre précaire (p 9)**

Si l'objectif d'atteinte de l'équilibre quantitatif, à long terme et dans une optique de prise en compte des différents usages ne peut être contesté, le SDAGE met pour cela essentiellement l'accent sur une politique de réduction et de limitation des usages, en faisant passer à un second plan, la possibilité de mobilisation des ressources disponibles, En outre, dans la disposition 7-03 qui définit les conditions de mise en place des ressources de substitution, le SDAGE conditionne les éventuels mobilisations de ressources complémentaires (i) à une condition de prise en compte des économies possibles et (ii) à la mise en place d'un principe de non dégradation des milieux aquatiques.

Si nous tenons pour incontestable la nécessité de prise en compte des économies d'eau possibles dans la gestion quantitative des ressources en eau, nous tenons à souligner que celles-ci sont dès à présent très largement engagées par la profession agricole et que les marges de manœuvre résiduelles, dans l'état actuel des connaissances, sont relativement réduites sans perturbation économiques importantes.

Nous tenons également à souligner que l'application stricte d'un principe de non dégradation des milieux aquatiques aboutira inévitablement à l'interdiction de tout nouvel aménagement.

**Réponse** : attention à la différence entre volume prélevé et volume évaporé (voir ci-dessus page 5 et 6). La profession est engagée dans une action d'amélioration de l'efficacité de l'irrigation (on pompe moins pour 1 ha) ce qui conduit à une

augmentation de la fraction du volume évaporé (on peut atteindre près de 100%) et nécessairement à une réduction des volumes restitués par infiltration dans le milieu. Comme les volumes "économisés" sont souvent utilisés pour accroître la surface irriguée, on accroît l'impact de l'irrigation sur la ressource. Il y a dans ce cas un effet pervers.

*Disposition 7-01 : Pour rendre opérationnels les Plans de Gestion de la Ressource (PGRE), il convient de laisser au plan local un minimum de marges de manœuvres et d'initiatives. Les PGRE doivent être construits à partir de solutions techniques et institutionnelles économiquement et socialement supportables par l'ensemble des usagers. Il préconise la possibilité de recours ultime à de la mobilisation de ressource en eau sous condition de respect des débits d'étiage ainsi que notamment à la préservation des zones humides.*

*En hydrologie, le terme de « hautes eaux » correspond en effet aux périodes de crues. Il est donc beaucoup trop limitatif.*

*Nous demandons la modification de la rédaction du 10ème paragraphe p 211: « Par ailleurs, la création de retenues de stockage de l'eau remplies hors période d'étiage de taille limitée n'ayant pas d'impact sur les débits d'étiage.... »*

**Réponse** : pas d'accord sur la modification demandée. Pour pouvoir stocker il faut disposer d'une marge de manœuvre par rapport au débit d'étiage afin que les prélèvements ne créent pas un étiage artificiel ne serait-ce qu'en en prolongeant la durée sans même en remettre en cause la valeur. De plus, la référence prise pour l'estimation de la valeur d'étiage est laissée ouverte dans la formulation proposée ce qui laisse libre cours à des interprétations qui peuvent être catastrophiques pour le milieu naturel sans compter les effets du changement climatique.

*A ce titre, le SDAGE demande instamment que les aides des agences de l'eau à la création de retenues nouvelles « absolument » nécessaires, ne le soient qu'en ZRE. Or il nous paraît indispensable, dans une stratégie d'anticipation du changement climatique et dès l'instant où le bilan hydrique annuel le permet, de proposer une stratégie volontariste d'aide à la mobilisation des ressources en eau en tous secteurs et non pas uniquement en ZRE. La création de retenues peut en effet dans certains secteurs, en soulageant la ressource, être une mesure préventive permettant d'éviter le basculement en déséquilibre et par conséquence le classement en ZRE.*

*Nous demandons donc que la rédaction du dernier paragraphe (p 211) correspondant soit modifié de la façon suivante : « **Dans tes bassins versants où existe un PGRE, les aides de l'agence de l'eau pour ta création de retenues nouvelles seront mobilisables si des actions de résorption du déséquilibre quantitatif actuels ou prévisibles ont été identifiées** »*

**Réponse** : pas d'accord. Voir réponses déjà faites ci-dessus. Ajoutons que la profession conteste bien souvent les EVP ce qui témoigne pour le moins d'une réticence à la mise en place de mesures contraignantes qui, de ce fait, voient leur nécessité renforcée. Nous rappelons ici que la mobilisation de ressources nouvelles est réservée aux bassins dans lequel la différence entre ressources et utilisations est telle que qu'elle ne peut être réduite par des mesures d'économies ou des changements de pratiques culturelles (ZRE) ... c'est la raison pour laquelle la solidarité de bassin mobilisée à travers le financement des Agences de l'eau a accepté d'aider le secteur agricole dans ses efforts d'adaptation. Il serait pour le

moins inéquitable que cette solidarité s'exerçât aussi dans des zones où des efforts possibles sont récusés par avance !

*Enfin, les cartes 7 A, 7B et 7C avec les masses d'eau « sensibles » nécessitant soit des actions de résorption, soit des actions de préservation, couvrent la quasi-totalité du bassin. Nous nous interrogeons (cf. remarques du même ordre en supra) sur quelles bases ont été établies ces cartes et dans quelle mesure ne risquent-elles pas de créer implicitement du droit.*

*Il nous paraît en tout état de cause, et sous réserve d'une approche juridique plus approfondie, que soit mentionné dans la légende de ces cartes que celles-ci sont présentées à titre indicatif.*

*Concernant la carte 7B page 214, nous demandons que soient retirés les sous-bassins versants pour lesquels les études d'évaluation des volumes prélevables ont démontré qu'il n'y avait pas de déséquilibre quantitatif : ex. Bléone, Sud-Ouest Mont Ventoux,,*

**Réponse** : bien sûr que le SDAGE crée du droit, il est fait aussi pour cela. A nouveau la profession agricole remet en cause les fondements des SDAGE, alors qu'ils sont maintenant acceptés depuis le premier SDAGE il y a près de 20 ans (voir réponse faite ci-dessus page 8 à propos de l'eutrophisation). Toutes les indications contenues dans le SDAGE sont autant de signaux qui devraient au contraire alerter la profession sur les limites des pratiques actuelles afin de la mobiliser toute entière en vue de l'adaptation de ces mêmes pratiques. Cela, dans le sens du développement durable afin de ne pas se voir opposer plus tard des mesures coercitives cette fois sans possibilités d'adaptation compte tenu des délais. L'acharnement de la profession à vouloir « casser les thermomètres » et « faire passer la poussière sous le tapis » est de ce point vue très inquiétante et ne présage rien de bon quant à sa capacité d'adaptation.

*Disposition 7-03 : dans cette disposition qui cadre la mise en place des ressources de substitution, il est précisé que « ...les services de l'État veilleront notamment à l'absence d'impact dommageable sur les conditions de la continuité écologique, de la préservation des espaces de bon fonctionnement, et plus largement la qualité des eaux superficielles et souterraines. »*

*Comme précisé plus haut, une telle position de stricte non atteinte de l'ensemble des aménités environnementales aboutit, au minimum à des études d'incidence dont le coût est hors de proportions avec les investissements prévus et en tout état de cause à des possibilités de recours bloquant toute mise en œuvre possible.*

*Nous proposons en ce sens la rédaction suivante : « ...Ses services de l'État veilleront notamment, **en concertation avec les différents usagers, à la minimisation** des impacts dommageables sur les conditions de la continuité écologique, de la préservation des espaces de bon fonctionnement, et plus largement ta qualité des eaux superficielles et souterraines. »*

**Réponse** : On parle ici de retenues de substitution, c'est-à-dire du remplacement de prélèvement sur une ressource en tension et par un prélèvement sur une ressource qui n'est pas en tension et ne sera pas mise en péril par ce nouveau prélèvement. L'objectif est donc d'améliorer la situation pour la ressource. Il serait paradoxal d'aboutir au résultat contraire, c'est-à-dire de dégrader l'état des masses d'eau.

Certaines expériences malheureuses du passé incitent à la prudence. Les études sont donc nécessaires avant tout projet.

Il n'y a donc aucune raison de modifier les dispositions du SDAGE.

#### Disposition 7-06

*Nous demandons d'introduire dans la rédaction en 3ème paragraphe : « Les points de suivi déviant être équipés d'appareillages fixes mesurant en continu les valeurs de débit (étalonnage annuel) »*

*Le 7eme paragraphe relatif aux Etudes Volumes Prélevables qui préconise qu'elles doivent contribuer à compléter ou ajuster les valeurs de référence en tenant compte notamment, des exigences de santé et salubrité publique, des conditions de satisfaction des usages les plus exigeants (eau potable...) ainsi que des besoins des espèces et des milieux (préservation des habitats, capacité auto-épuration...) oublie de mentionner la satisfaction des usages économiques. Or, le Conseil Scientifique du Comité de Bassin Rhône—Méditerranée, dans son rapport de décembre 2011 sur les EVP, précise bien la nécessité de mener une analyse sur les conséquences économiques des réductions des prélèvements ainsi que l'identification des mesures d'adaptation à envisager.*

*Nous demandons de rajouter dans la rédaction du 7e " " paragraphe (p 219) sur les EVP : « Les études d'évaluation des volumes prélevables... contribuent à compléter ou ajuster ces valeurs de référence en tenant compte : (ajouter le 3er tiret suivant : ) - **des conditions de satisfaction des usages économiques ;**»*

**Réponse** : par définition, les études des volumes prélevables ont pour objectif de déterminer les volumes pouvant être utilisés par l'ensemble des utilisateurs. Avec toutefois une priorité : l'eau potable, qui est mentionnée pour cette raison. Et bien entendu en tenant des contraintes de la ressource car l'objectif est de conserver, de façon pérenne, une ressource en bon état. Et la protection des milieux aquatiques participe à la préservation de bon état.

Il n'y a donc pas lieu d'accepter la demande des chambres d'agriculture qui, au surplus, en allant au delà des prescriptions de l'article L211-1 du CE créerait pour le coup « du droit nouveau ».

Nota : il aurait été souhaitable que ces études prennent en compte l'évaporation d'une partie des volumes prélevés, notamment par l'irrigation, car cette évaporation accroît fortement l'impact du prélèvement. Est-ce le cas?

#### Disposition 8-01 Préserver les Champs d'Expansion des crues (p 11)

*Constat 2 : La disposition insiste sur la nécessaire préservation des Champs d'expansion des crues en vue de protéger l'urbanisation. Le terme "urbanisation" s'appliquant de manière indifférenciée dans les zones urbaines et dans les zones agricoles, la disposition devient pénalisante pour les constructions économiques en zone agricole inondable.*

- Si le SDAGE a pour objectif de les préserver de l'urbanisation, il doit également permettre à l'activité agricole, présente et active dans l'entretien des champs d'expansion des crues, la possibilité de créer des bâtiments d'exploitation indispensables à celle-ci.*
- Si le SDAGE a pour objectif de faciliter la maîtrise foncière de ces secteurs par les collectivités publiques, il doit prévoir les mesures compensatrices (ou de servitudes) pour les exploitants agricoles qui perdraient cette maîtrise.*

Proposition de rédaction complémentaire :

Les PPri qui seront approuvés après l'approbation du PGRI veilleront à ne pas s'opposer à des projets permettant une réduction notable de la vulnérabilité, notamment pour les enjeux agricoles.

**Réponse :** il y a semble-t-il un problème de rédaction dans le projet de SDAGE :

" Les champs d'expansion des crues sont définis comme les zones inondables non urbanisées, peu urbanisées et peu aménagées dans le lit majeur et qui contribuent au stockage ou à l'écrêtement des crues.

Les champs d'expansion de crues doivent être préservés de l'urbanisation sur l'ensemble des cours d'eau du bassin."

Suggestion de modification à proposer à l'agence de l'eau (secrétaire du CB) :

"Les champs d'expansion de crues doivent être préservés de ~~l'urbanisation~~ toute construction ou extension d'immeuble sur l'ensemble des cours d'eau du bassin" cela afin de ne pas réduire la capacité hydraulique de ces champs.

La première proposition des chambres d'agriculture frise la provocation : construire des bâtiments d'exploitation dans les champs d'expansion des crues alors qu'il s'agit d'en préserver la fonction hydraulique.

La seconde ne manque pas d'imagination : donner des compensations financières à ceux qui évitent de bâtir en zone inondable.

Disposition 8-03 : « Éviter les remblais en zone inondable » (page 13)

Constat: la disposition est identique à celle du SDAGE actuel. Or cette disposition a été très impactante pour les projets de d'ouvrages permettant une réduction de la vulnérabilité en zone agricole. La réalisation de certaines mesures de la réduction de la vulnérabilité agricole (REVA) du Plan Rhône ont nécessité l'établissement de dossiers d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, alors que les superficies soustraites à l'écoulement des eaux étaient inférieures aux seuils de la loi sur l'eau (400 m<sup>2</sup>), du fait des termes du SDAGE.

Le SDAGE n'a pas compétence pour rajouter une formalité non prévue par une police administrative spéciale nous demandons de préciser que les remblais non soumis à la loi sur l'eau - de 400 m' de surface au sol) sont « exonérés » de cette disposition en application de la réglementation sur l'eau.

**Réponse :** toujours le même refus par la profession agricole de la logique des SDAGE (ou plans de gestion) qui ont une approche géographique locale, dans un objectif de résultat, et non une approche en normes nationales, générales et standards.